



*Association pour l'Unité de la Jeunesse
et le Développement en Afrique*

RAPPORT annuel

DÉCEMBRE 2019 

« La jeunesse au service du
développement humain durable »





*Association pour l'Unité de la Jeunesse
et le Développement en Afrique*

RAPPORT annuel

DÉCEMBRE 2019



TABLE DES MATIÈRES

Sigles & abréviations	5
MOT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF	6
QUI SOMMES-NOUS ?	8
1. PROJET MIS EN ŒUVRE	11
1.1 Projet d'appui à la Gestion Pacifique des Conflits Locaux (PGPCL).....	12
1.2 Burkina Faso Regional Program (BFRP).....	14
1.3 Projet Santé Sexuelle et Reproductive (SSR).....	16
1.4 Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS).....	17
1.5 Projet « Agir ensemble à travers la culture pour un environnement apaisé et sécurisé au Sahel ».....	18
1.6 Projet UNICEF « Fourniture de services de prévention et de protection au profit des enfants en situation d'urgence ».....	19
1.7 Projet UNICEF « Amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil, notamment des naissances »	20
1.8 Projet DRC « Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants affectés par les situations d'urgence dans les provinces du Soum et de l'Oudalan ».....	21
1.9 Projet ONG ASMADE/SWEED.....	22
2. PARTAGE D'EXPERTISE.....	23
3. NOS PARTENAIRES.....	24
4. VIE DE L'ASSOCIATION.....	25
5. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	26
6. ACQUIS & PERSPECTIVES.....	27
7. SYSTÈME ET ORGANISATION COMPTABLE MIS EN PLACE	28
8. SITUATION FINANCIÈRE AU 31/12/2019	29
9. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS	30
CONCLUSION.....	32

SIGLES & ABRÉVIATIONS

A2N :	Association Nodde Nooto
AERD :	Association pour l'Éveil, la Responsabilisation et le Développement
BFRP :	Burkina Faso Regional Program
CECI :	Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationale
DRC :	Conseil Danois pour les Réfugiés
EAE :	Espace Ami des Enfants
FDCT :	Fonds de Développement Culturel et Touristique
FDS :	Force de Défense et de Sécurité
HPD :	Document de Programme Humanitaire
IEC/CCC :	Information Éducation Communication/Communication pour le Changement de Comportement
MDM :	Médecin du Monde
NFM :	Nouveau Mécanisme de Financement
OCHA :	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OFDA :	Bureau d'Aide Américain aux Catastrophes à l'Étranger
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PADEL :	Programme d'Appui au Développement des Économies locales
PADS :	Programme d'Appui au Développement Sanitaire
PDI :	Personne Déplacée Interne
PGPCL :	Projet d'appui à la Gestion Pacifique des Conflits Locaux
PNDS :	Plan National de Développement Sanitaire
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PUS :	Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS/BF)
SACECA :	Service d'Appui aux Caisses d'Épargne et de Crédit Autogéré
SPONG :	Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
SSR :	Santé Sexuelle et Reproductive
UNHCR :	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAD :	Visite À Domicile

MOT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF



Les deux dernières années ont été marquées par la recrudescence de l'extrémisme violent et des attaques de type terroriste au Burkina Faso en général et singulièrement dans certaines régions du pays comme celle du Sahel.

Le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) suite à la dégradation poussée de la situation sécuritaire a doublé car on est passé de près de 200 000 PDI en fin 2018 à 486 361 PDI en fin octobre 2019.

La crise sécuritaire a donc entraîné une crise humanitaire sans précédent dans l'histoire de cette partie sahélienne du Burkina Faso.

À écouter certaines personnes-ressources, même la sécheresse des années 1974 n'a eu autant de bouleversements sur la vie des populations.

UNIJD/AFRIQUE, jadis UNIJD/SOUM, association de droit burkinabè implantée dans la région depuis octobre 2000 dont le siège social est à Djibo, grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers,

a apporté sa modeste contribution dans plusieurs secteurs de développement notamment la promotion de la cohésion sociale, pierre angulaire de toute action de développement, le renforcement de la collaboration civilo-militaire, la prise en charge psychosociale des enfants déplacés et enfants des communautés hôtes, le renforcement des moyens d'existence des populations victimes de la crise sécuritaires et ses corollaires.

Toujours dans sa quête pour une réponse adaptée aux populations victimes des situations difficiles, UNIJED/AFRIQUE, dans la démarche de mutualisation des efforts et des intelligences, mettra en œuvre, à partir du dernier trimestre de l'année 2020 et ce jusqu'en fin septembre 2024 grâce à un consortium d'ONG internationales et d'organisations locales composées de l'IRC, de Solidarité Internationale France, de Delta Survie, de l'ONG AGED, du programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC) dans la province du

Soum notamment dans son volet promotion de la gouvernance et de la cohésion sociale.

C'est un ambitieux programme financé par le Fonds Judiciaire d'Urgence de la Délégation de l'Union Européenne (DUE) qui va permettre à quatre communes du Soum fortement touchées par l'insécurité de faire, sans complaisance, l'état des lieux de la gouvernance et d'élaborer de manière participative des plans d'actions par village qui bénéficieront d'un accompagnement technique et financier.

Notre organisation continuera de pousser la réflexion, d'engager des concertations de manière inclusive et de multiplier les contacts pour apporter des réponses sectorielles structurées au profit des populations de ses zones de couverture.

QUI SOMMES-NOUS ?

L'association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/ Afrique) est une organisation à but non lucratif créée en octobre 2000 sous l'appellation Union des Jeunes pour le Développement du Soum (UNIJED/Soum). De 25 membres en 2000, l'UNIJED/Afrique compte de nos jours 128 membres dont 72 femmes.



Notre vision

À l'horizon 2022, l'UNIJED/Afrique est un acteur de référence en matière de promotion de la paix, de la justice et de l'équité au Burkina Faso.



Notre mission

Contribuer à l'accès universel à la santé, à l'éducation, à la formation et à la sécurité alimentaire pour tous.

Nos valeurs

L'UNIJED/Afrique
s'engage à
promouvoir les
valeurs ci-après :



Transparence

Large diffusion des méthodes de travail, explication des décisions, connaissances des règles par le public, diffusion des données de capitalisation



Professionalisme

Orientation qualité, respect des délais, procédures normées, réactivité



Intégrité

Tolérance zéro pour la corruption, fiabilité des informations, respect de la parole donnée, honnêteté, sincérité



Solidarité

Renforcement des relations de coopération et d'aide mutuelle entre les communautés



Humanisme

Priorité accordée à la personne humaine et à son épanouissement

Nos domaines d'intervention

L'UNIJED/Afrique intervient dans plusieurs domaines que sont :



La santé
& l'éducation



La protection
& l'humanitaire



La sécurité
alimentaire
et nutritionnelle



La gouvernance
(droits humains,
cohésion sociale)



La résilience
communautaire

Nos zones d'intervention

Nous sommes un vivier d'expertises en matière de développement. Nous intervenons aussi dans l'humanitaire avec plusieurs partenaires. L'UNIJED/Afrique intervient dans la région du Sahel, plus spécifiquement dans les provinces de l'Oudalan, du Séno et du Soum. Son siège social se trouve à Djibo.

Elle envisage l'ouverture, en 2020, des bureaux régionaux du Nord et du Centre-Nord.



1

Qu'avons-nous fait en 2019 ?

PROJETS MIS EN ŒUVRE

- 1.1 Projet d'Appui à la Gestion Pacifique des Conflits Locaux (PGPCL)
- 1.2 Burkina Faso Regional Program (BFRP)
- 1.3 Projet Santé Sexuelle et Reproductive (SSR)
- 1.4 Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS)
- 1.5 Projet « Agir ensemble à travers la culture pour un environnement apaisé et sécurisé au Sahel »
- 1.6 Projet UNICEF « Fourniture de services de prévention et de protection au profit des enfants en situation d'urgence »
- 1.7 Projet UNICEF « Amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil, notamment des naissances »
- 1.8 Projet DRC « Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants affectés par les situations d'urgence dans les provinces du Soum et de l'Oudalan »
- 1.9 Projet ONG ASMADE/SWEED

1.1 PROJET D'APPUI À LA GESTION PACIFIQUE DES CONFLITS LOCAUX (PGPCL)

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à des attaques armées et à des incidents sécuritaires. De l'analyse causale effectuée, divers facteurs de fragilités et de risques ont été identifiés au nombre desquels :

- i. l'insécurité et l'instabilité ;
- ii. la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- iii. la faible présence et les capacités limitées de l'État.

Ces facteurs interreliés ont affaibli les équilibres socio-économiques au niveau des communautés en particulier des régions du Sahel et du Nord, et remettent en cause la cohésion sociale et la paix communautaire. Ces fragilités peuvent être constatées au niveau de la compétition pour les ressources naturelles essentielles, la remise en cause par les jeunes générations des relations de pouvoir et des rapports sociaux au niveau des communautés, l'exploitation anarchique de l'orpaillage (or) et la cohabitation populations hôtes et réfugiés. Une pareille situation peut dégénérer si rien n'est fait et engendrer d'autres types de fragilités.

Pour faire face à ces fragilités, le gouvernement burkinabè a déployé plusieurs programmes de développement en appui à la réponse militaire. Il s'agit notamment du Programme d'Appui au Développement des Économies locales (PADEL) et du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS/BF).

En appui au gouvernement du Burkina Faso, le PNUD met en œuvre, conjointement avec l'UNHCR, le Projet d'Appui à la Gestion Pacifique des Conflits Locaux dans les régions du Sahel et du Nord du Burkina Faso. Financé par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, ce projet œuvre au renforcement du vivre-ensemble, à la prévention et à la gestion des conflits, au renforcement des actions de paix durable (Sustaining Peace).

Le PGPCL intervient dans deux régions (Nord et Sahel) caractérisées par une situation sécuritaire précaire rendant leur accès restrictif et difficile notamment pour le personnel des Nations unies. Pour remédier à cette contrainte, le PNUD a contractualisé avec l'Association Nodde Nooto (A2N) pour la mise en œuvre des activités dans la région du Sahel. Au Sahel, le projet intervient dans 11 communes que sont Arbinda, Djibo, Kelbo dans la province du Soum ; Déou, Gorom-Gorom et Oursi dans la province de l'Oudalan ; Dori, Gorgadji, Falagountou dans la province du Séno ; Mansila et Sebba dans la province du Yagha. A2N, dans un souci d'implication d'autres acteurs locaux, a mis en place un partenariat dynamique avec quatre (04) associations locales actives dans le domaine de la prévention et la gestion des conflits locaux dont l'Association pour l'Unité de la Jeunesse pour le Développement de l'Afrique « UNIJED/Afrique » qui a été chargée de la mise en œuvre des activités du Soum.

Ces activités ont été réalisées suite à une entente directe entre l'UNIJED/Afrique et l'Association Nodde Nooto (A2N) pour assurer leur mise en œuvre dans les 3 communes d'intervention du Soum, à savoir Djibo, Arbinda et Kelbo. Il s'agit de :

90

organisations locales intervenant dans la prévention/gestion des conflits liés à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles ont été cartographiées.

123

personnes ont participé à des focus groupes sur les revendications à base des conflits.

Restitution des résultats de l'enquête de perception sur les mécanismes de résolution de conflits locaux.



54

structures locales ont été formées sur la conduite d'une analyse locale de conflits.

138

personnes dont 48 personnes-ressources ont pris part à une enquête de perception sur le degré d'inclusion des jeunes dans les mécanismes modernes et traditionnels de prévention/gestion des conflits.

1.2 BURKINA FASO REGIONAL PROGRAM (BFRP)

Le partenariat entre l'UNIJED/Afrique et le BFRP a vu le jour en décembre 2018. Le BFRP est un programme du peuple américain qui intervient au Burkina Faso depuis 2018. Son but est de soutenir la stabilité au Burkina Faso.

L'objectif du programme est de contribuer à l'atténuation des effets déstabilisateurs de la violence et de l'insécurité. Ce programme s'exécute sous forme de financement en nature. Il est financé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et mis en œuvre par Chemonics International Inc, une organisation américaine de développement.

Bien faire le développement demande de l'expérience, de l'ingéniosité et une insistance obstinée c'est-à-dire que le travail de demain doit être meilleur que celui d'aujourd'hui.

Créée en 1975, Chemonics travaille dans plus de 150 pays pour aider les partenaires et bénéficiaires à relever les défis les plus difficiles du monde. Pour cela, Chemonics pense grand et applique les leçons apprises dans tous ses projets, afin de combler le fossé entre les domaines techniques ségrégués et de forger des partenariats qui unissent les meilleurs esprits du monde pour résoudre ses problèmes les plus difficiles.

L'UNIJED/Afrique, grâce à son engagement et à sa connaissance du terrain, a pu bénéficier de ce partenariat. Au total, trois (03) actions ont été mises en œuvre grâce à l'appui financier du BFRP :

+ 200

jeunes de la province du Soum ont renforcé leurs capacités en test psychotechnique, test de niveau, etc. dans le cadre de la préparation des concours de la Fonction publique. Ils ont ainsi pu bénéficier de manuels pédagogiques et de fournitures scolaires pour leur formation. Ils ont également bénéficié d'accompagnement pour la constitution de leurs dossiers ainsi qu'une bourse chacun pour le transport et les frais de subsistance durant les concours.





50

leaders coutumiers, religieux, responsables de femmes et de jeunes appelés « ambassadeurs de paix » ont été formés sur les droits humains, les droits et devoirs et les mécanismes de prévention et de gestion alternative des conflits. Chacune des 9 communes de la province du Soum a bénéficié de la formation de 5 des leurs et 5 membres de l'équipe de coordination de l'UNIJED/Afrique.

3

communes (Djibo, Tongomayel, Pobé Mengao) ont bénéficié de caravanes de dialogues intercommunautaires au profit des fils et filles de ces localités afin de faire l'état des lieux de la situation sécuritaire, les défis actuels et de proposer des actions endogènes capables de préserver et de sauvegarder la cohésion sociale et le vivre-ensemble dans chacune de ces localités.

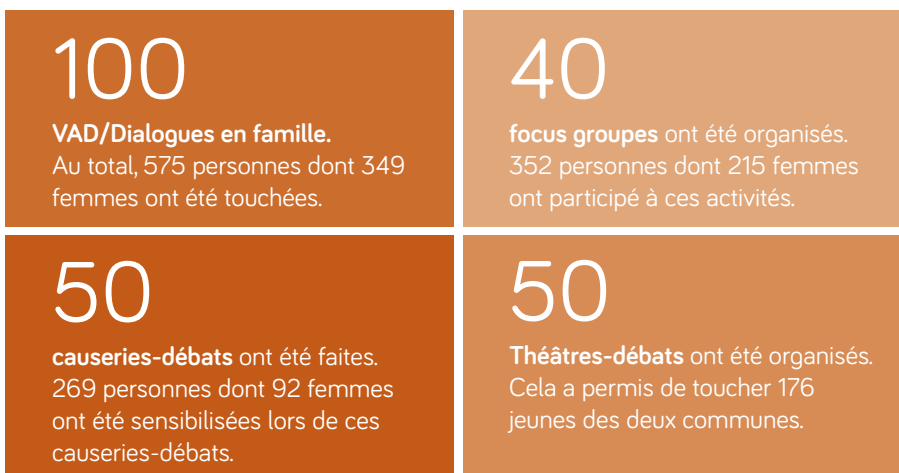
Au regard des résultats atteints avec le peu de moyens dont dispose l'UNIJED/Afrique, le BFRP, satisfait des acquis du projet, a contribué au renforcement des capacités institutionnelles en apportant du matériel à l'association à hauteur de six millions (6 000 000) de FCFA. Il s'agit d'un lot important de matériels composé de :

N°	DÉSIGNATION	QUANTITÉ	ÉTAT
01	Ordinateur portable marque Apple	01	Neuf
02	Vidéoprojecteur	01	Neuf
03	Copier canon IR	01	Neuf
04	Armoire métallique	01	Neuf
05	Tableau flit sharp	01	Neuf
06	Rouleau de papier kraft	01	Neuf
07	Papier flit sharp	01	Passable
08	Ensemble table de réunions + chaises	06 tables +12 chaises	Passable
09	Lot de fournitures de bureau	Indéterminée	

1.3 PROJET SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (SSR)

Le partenariat avec MDM/France date de 2010. La capacité de fidélisation a permis à l'UNIJED/Afrique de poursuivre son partenariat avec MDM/France. En 2019, l'Association conduit des activités entrant dans le cadre de la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) au profit des adolescents et jeunes des communes de Arbinda et de Kelbo.

Dans ce contexte d'insécurité que connaissent ces communes, il est nécessaire et impérieux d'agir pour une meilleure santé sexuelle et reproductive. **Il s'agit d'un avenant signé avec MDM/France pour conduire des activités d'urgence sur la santé sexuelle et reproductive auprès des personnes déplacées des communes de Arbinda et de Kelbo. Ce qui a permis à l'UNIJED/Afrique d'organiser les actions suivantes :**



Le projet Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) a pris fin le 27 juillet 2019. À cette clôture, MDM/France a procédé à la fermeture de ses bureaux de Djibo. À cette occasion, l'ONG a procédé à une cérémonie de remise de matériels aux associations partenaires. Le matériel reçu par l'UNIJED se compose comme suit :

N°	DÉSIGNATION	QUANTITÉ	ÉTAT
01	Ordinateur portable marque TOSHIBA	01	Neuf
02	Vidéoprojecteur	01	Neuf
03	Appareil photo numérique	01	Neuf
04	Imprimante avec système de copie et de scannage	01	Neuf
05	Ensemble baffle ampli	01	Neuf
06	Mégaphone	01	Neuf
07	Bureau + chaise direction	01	Passable
08	Petit tableau	01	Passable

1.4 PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PADS)

Pour soutenir les efforts du gouvernement burkinabè en matière de santé, l'UNIJED/Afrique appuie le Ministère de la Santé grâce au Nouveau Mécanisme de Financement (NMF) du Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS). Le PADS est une initiative conjointe du Ministère de la Santé et de certains partenaires au développement. Son objectif principal est de contribuer au financement performant de la mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire. Ce programme vise aussi, de façon spécifique, à contribuer de manière significative, à la mobilisation des ressources financières pour une mise en œuvre efficace et efficiente des interventions programmées dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), et à assurer la mise en place de mécanismes fonctionnels pour une gestion rationnelle des ressources financières à tous les niveaux du système de santé. Dans un contexte de rareté des ressources et pour assurer la politique gouvernementale relative à la gratuité des soins, le PADS finance prioritairement les activités de prévention et de prise en charge des maladies de la mère et de l'enfant et améliorer la qualité des cadres de concertation et de dialogue dans le secteur de la santé.

Les actions de l'UNIJED/Afrique ciblent le district sanitaire de Dori précisément dans la commune de Bani. Dans cette commune, l'expertise de l'UNIJED/Afrique est sollicitée pour conduire des activités de sensibilisation sur le paludisme au profit des populations des 56 villages que compte cette commune. **Au cours de l'année 2019, les activités conduites sont, entre autres, la sensibilisation à travers l'IEC/CCC, les théâtres-fora, les projections cinématographiques. Notre capacité de résilience nous a permis de respecter notre engagement contractuel malgré les mouvements d'humeurs des agents de la santé. Ainsi,**

300

causeries-débats ont été organisées. Cela a permis de sensibiliser 4 772 personnes dont 1 717 femmes.

16

projections cinématographiques ont été réalisées. 493 personnes dont 375 femmes ont vu leurs capacités renforcées sur le paludisme.

01

théâtre-forum a été conduit. 126 personnes ont été touchées. Parmi ces personnes, on dénombre 120 femmes.

1.5 PROJET « AGIR ENSEMBLE À TRAVERS LA CULTURE POUR UN ENVIRONNEMENT APAISÉ ET SÉCURISÉ AU SAHEL »

L'appui du Fonds de Développement Culturel et Touristique (FDCT) fait suite à l'appel à projet lancé par ledit fonds en août 2018 que l'UNIJED a soumissionné à travers son projet « Agir ensemble à travers la culture pour un environnement apaisé et sécurisé au Sahel ».

L'objectif du projet est de soutenir les efforts des populations de la région du Sahel et les FDS qui y sont déployées tout le long de la région à travers des conférences publiques sur le rôle de la culture dans la contribution à l'apaisement du climat social et du vivre-ensemble.

Pour atteindre l'objectif escompté du projet, des caravanes culturelles et des conférences publiques ont été organisées. Ainsi :

04

conférences publiques

ont été organisées sur le thème « Culture, facteur de cohésion sociale et du vivre-ensemble ». Ce qui a permis de toucher 300 personnes.



04

caravanes culturelles

ont été conduites. 400 personnes ont été sensibilisées sur la thématique.

1.6 PROJET UNICEF « Fourniture de services de prévention et de protection au profit des enfants en situation d'urgence »

Le Burkina Faso fait face à une crise accrue due à la montée de la violence qui, depuis le début la mi-2018, a entraîné une forte dégradation de la situation humanitaire dans certaines régions du Burkina Faso dont celle du Sahel.

La présence des différents groupes armés et la conséquente insécurité ont provoqué des déplacements forcés de populations, à l'intérieur de la même province tout comme vers d'autres provinces et régions du pays.

On estime de nos jours à près de 838 000 personnes déplacées internes au Burkina Faso dont 310 066 dans la région du Sahel, 169 983 à Arbinda et Djibo courant avril 2020, selon OCHA, l'organisation en charge la coordination de l'action humanitaire.

Cette situation a négativement contribué à la dégradation poussée des conditions de vie tant de la population hôte qui assiste et accueille en premier les PDI que ces dernières elles-mêmes, surtout les milliers d'enfants et

de femmes qui sont sans protection.

Certaines PDI sont confinées dans les zones où l'accessibilité se fait très difficilement privant ainsi les enfants de beaucoup de leurs droits élémentaires. Le nombre de PDI pourrait accroître d'ici la fin de l'année si la crise n'est pas résorbée.

L'UNICEF, depuis décembre 2018, accompagne plusieurs ONG dans l'appui psychosocial, notamment à travers l'implantation d'Espaces Amis d'Enfants (EAE) dans la région du Sahel.

Avec l'accroissement sans cesse du nombre des déplacés internes, l'UNICEF a constaté des GAP en termes de protection des enfants.

C'est dans ce sens que l'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/AFRIQUE) a bénéficié d'un HPD pour la conduite d'activités d'accompagnement psychosocial dans les communes de Arbinda, de Déou et de Gorom.



13

animateurs professionnels et 48 animateurs communautaires chargés de la mobilisation au niveau des localités concernées ont été recrutés par l'UNIJED pour la mise en œuvre effective des activités sur le terrain.

1.7 PROJET UNICEF « Amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil, notamment des naissances »

Dans la région du Sahel burkinabè, bien qu'il n'y ait pas de différence notable dans l'enregistrement des enfants à la naissance en fonction du sexe (77% des garçons et des filles sont enregistrés), les disparités sont plus prononcées en fonction du lieu de résidence (93% en zone urbaine contre 73% en zone rurale).

En outre, il existe des différences importantes dans la prévalence de l'enregistrement en fonction des zones géographiques, qui va de 93% dans les zones où le taux d'enregistrement des naissances est le plus élevé à 40% dans les zones où il est le plus faible, plus précisément dans le Soum.

Il convient de noter, selon l'UNICEF, qu'au moins 25% des enfants ayant été enregistrés ne disposent pas de leur acte de naissance, soit parce qu'il a été perdu, soit parce qu'il ne leur en a jamais été délivré.

C'est dans ce contexte que le Burkina Faso a bénéficié d'une subvention de l'Union Européenne et de l'UNICEF pour soutenir l'enregistrement des naissances dans les 4 provinces de la région du Sahel.

C'est dans ce cadre que l'UNIJED/AFRIQUE a été désignée pour conduire les activités dudit projet dans les provinces du Soum et de l'Oudalan. L'action consistera à renforcer les structures et les capacités des autorités locales afin d'améliorer la performance des services et de faciliter l'accès des ménages aux services d'enregistrement des naissances.

Des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation seront menées pour inclure les communautés vulnérables, dont la majorité voit son accouchement se dérouler en dehors des établissements de santé.



1.8 PROJET DRC

« Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants affectés par les situations d'urgence dans les provinces du Soum et de l'Oudalan »

Le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a reçu une subvention du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) relative au projet « Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants affectés par les situations d'urgence dans les provinces du Soum et de l'Oudalan » mis en œuvre au Burkina Faso, dans la région du Sahel, notamment dans les provinces du Soum et de l'Oudalan en vertu d'une convention de subvention référencée par le bailleur de fonds.

Dans le cadre de la mise en œuvre dudit projet, le DRC a fait appel à l'UNIJED, organisation locale avec laquelle il a réalisé certaines activités à travers un Contrat de sous-subvention. Cette convention fixe les modalités de mise en œuvre des activités.

Il s'agit de :

14

Espaces Amis des Enfants aménagés dans les communes de Arbinda (7), de Déou (4) et de Tongomayel (3).

200

jeunes formés sur le civisme, la citoyenneté et la cohabitation pacifique, la formation sur la protection de l'enfant en situation d'urgence et les violences basées sur le genre et le recrutement d'animateurs communautaires.



16000

enfants (PDI comme communautés) seront touchés par les activités de prise en charge psychosociale, et d'obtention de kits d'urgence.



1.9 PROJET ONG ASMADE/SWEED

Le Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel/Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend Project (SWEDD) est un projet sous régional qui couvre les pays suivants : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad. Il a débuté le 18 avril 2015.

L'objectif général est d'accélérer la transition démographique (réduction du taux de fécondité et de la mortalité infantile) et déclencher le dividende démographique (croissance économique) et la réduction des inégalités entre les sexes dans la région du Sahel.

Il est mis en œuvre à travers les composantes suivantes :

- **Composante 1** : créer une demande pour les produits et services de Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle (SRMNIN) en favorisant le changement social et de comportement, et l'autonomisation des femmes et des adolescentes ;
- **Composante 2** : renforcer les capacités régionales afin d'améliorer l'offre en produits de santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle et en personnel qualifié ;
- **Composante 3** : renforcer le plaidoyer et la concertation de haut niveau menés dans le cadre du projet et à renforcer les capacités pour l'élaboration des politiques et la mise en œuvre du projet.



Pour la mise en œuvre dudit projet au niveau pays, un certain nombre d'ONG ont été sélectionnées à travers un appel à projet.

C'est ainsi que l'ONG ASMADE a été retenue pour la mise en œuvre de la composante 1.

L'ONG ASMADE a, à son tour, procédé à la sélection d'associations locales pour la mise en œuvre des activités de terrain. C'est suite à l'appel lancé au niveau local que l'UNIJED/AFRIQUE a été sélectionnée dans la province du Soum pour conduire les activités. Il s'agit de l'aménagement « d'espaces sûrs » qui sont des cadres de rencontre, d'échange et de partage entre les filles de 9 à 17 ans, de la sélection des filles bénéficiaires, de la sélection et du renforcement des capacités des mentors.

2 PARTAGE D'EXPERTISE

Les défis auxquels les acteurs du développement sont confrontés sont loin d'être ceux des 10 dernières années. De nouveaux défis se présentent aux acteurs du développement, avec un contexte particulier pour le Burkina Faso, la sous-région en proie à une montée de l'extrémisme violent avec son corollaire d'attaques qui se multiplient. Cette situation nouvelle occasionne nécessairement une réadaptation des priorités et une réorientation des interventions. Cela passe par une synergie d'action. D'où le partage d'idées et d'expériences.

L'UNIJED/Afrique a été sollicitée aux plans régional, national et international pour partager ses expériences avec ses pairs dans le but de relever ces défis. Nous pouvons citer entre autres :

- la participation à la rencontre d'échange sur la cohésion sociale organisée par la mairie de Djibo ;
- la participation aux rencontres du groupe sectoriel de protection en faveur des déplacés internes du Soum ;
- la participation à la rencontre des fils du Soum sur la situation sécuritaire ;
- la participation à la rencontre du SACECA sur la situation socio-sécuritaire au Soum ;
- la participation à la rencontre organisée par le SPONG et le centre de crise et de soutien du Ministère des Affaires Étrangères Français pour le lancement de l'appel à projet de l'UE ;
- la participation au lancement de l'appel à projet sur la « Participation citoyenne et l'entrepreneuriat de la jeunesse burkinabè » au siège de l'Union Européenne à Ouagadougou ;
- la participation à l'atelier d'échange sur la problématique sécuritaire et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région du Liptako Gourma ;
- la participation à l'ambassade des États-Unis d'Amérique à la rencontre entre partenaires de BFRP et une mission du Sénat américain conduite par le sénateur Paul GROVE, directeur du comité des finances du Sénat américain ;
- la participation à la conférence internationale « Vaincre la famine » à Bamako.

3 NOS PARTENAIRES

Au regard de ses capacités de fidélisation et de recherche de partenaires, l'UNIJED/ Afrique travaille en collaboration avec plusieurs structures, ONG et bailleurs de fonds. Grâce à leur accompagnement technique et financier, plusieurs projets ont été mis en œuvre. Il s'agit de :



4 VIE DE L'ASSOCIATION

L'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/ Afrique) est pilotée par trois (03) instances. Les instances dirigeantes de l'Association sont :

- **l'Assemblée générale** : c'est l'organe suprême composé de membres actifs, de membres d'honneurs (personnes physiques, délégués de personnes morales). Elle se tient chaque an ;
- **le Conseil de surveillance** : il détermine les politiques à suivre et les orientations de l'Association. Il est élu pour un mandat de deux (02) ans renouvelable une fois. Il est composé de six (06) membres. Le Conseil de surveillance se réunit deux (02) fois l'an.
- **le Secrétariat exécutif** : il est l'organe de pilotage et de gestion de l'Association. Il est dirigé par un secrétaire exécutif recruté par le Conseil de surveillance sur appel à candidature interne et externe. Le secrétaire exécutif est assisté par un chargé de suivi-évaluation, une assistante de direction, un gestionnaire comptable et financier. C'est le bras technique de l'Association.

Lors de sa dernière session extraordinaire tenue le 17 mars 2018 à Djibo, l'Assemblée générale n'a pas manqué de féliciter le Secrétariat exécutif et le Conseil de surveillance pour les efforts consentis au profit de la population du Soum qui, plus que jamais, a besoin de soutien, d'appui au regard de la situation sécuritaire. C'est pourquoi, elle a exhorté le Secrétariat exécutif à poursuivre ses actions en faveur des couches sociales les plus vulnérables, des Personnes Déplacées Internes (PDI) au regard de la situation sécuritaire de la province, aux personnes démunies de la région du Sahel en particulier, et du Burkina Faso, en général.

5 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les difficultés et les obstacles font partie de toute œuvre humaine surtout les actions de développement dont les succès sont tributaires à la fois du contexte international, de la situation sociopolitique locale et de l'engagement des acteurs.

Ces difficultés/obstacles que l'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/Afrique) a rencontrés sont :

- l'insécurité dans la zone d'intervention de l'UNIJED/Afrique ;
- en début avril, le coordonnateur du bureau de Dori a été enlevé momentanément par des individus non identifiés. Heureusement, il sera relâché quelques heures plus tard mais sa moto, ses téléphones et autres effets ont été emportés par les assaillants ;
- le sujet de la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) étant tabou dans certains milieux, la mise en œuvre des activités a connu de petites difficultés surtout à Kelbo où il fallait observer une certaine prudence pour ne pas exposer les animateurs qui résident sur place. Pour cela, nous avons opté plus pour les visites à domicile et les dialogues en famille ;
- la grève des agents de santé a entravé la bonne exécution de certaines activités. Cela s'explique par le fait que ces derniers refusaient de signer les ordres de mission mais aussi d'assurer la supervision des activités à eux confiées ;
- le démarrage tardif de certaines activités du BFRP dû à des questions de mauvaise planification ;
- les retards de décaissement liés au paiement des activités du BFRP ;
- la lourdeur des procédures administratives et financières du FDCT ;
- la mise en œuvre brusquée des activités du PGPCl due en partie au déblocage tardif des ressources par le PNUD ;
- le délai trop court pour la réalisation des activités du PGPCl ;
- la faible organisation de certaines structures ne facilitant pas la collecte de données lors de l'enquête de perception.

6 ACQUIS & PERSPECTIVES

Nous notons avec satisfaction des évolutions remarquables dans la vie de la structure. Cet état de fait est à l'actif de tous les acteurs intervenant dans la vie de l'organisation (Conseil de surveillance, Secrétariat exécutif, équipes de terrain, membres d'honneurs...)

Les acquis se résument comme suit :

- la réfection des locaux (couche de peinture, pose de vitres, installation de système d'air conditionné) ;
- l'aménagement du hall pour servir de secrétariat ;
- la confection d'un hangar et d'un garage ;
- l'installation d'un mini système solaire ;
- le renforcement du partenariat avec certaines organisations ;
- l'acquisition de matériels informatiques, de fournitures de bureau.

Nous avons œuvré à maintenir nos partenaires mais aussi à accroître notre portefeuille de partenariat. Cela s'est matérialisé par :

- la signature d'une convention avec l'UNICEF pour l'enregistrement des faits d'état civil au Soum et à l'Oudalan ;
- la signature d'une convention avec DRC pour la mise en œuvre d'activités de protection au profit des PDI de Tongomayel, de Arbinda dans la province du Soum et de Déou dans la province de l'Oudalan ;
- la signature d'une entente de collaboration pour un appel à projet international avec International Rescue Comitie (IRC)/ Solidarité internationale.

Cette année 2020, il s'agira pour nous de travailler à consolider ces acquis. Nos perspectives sont nombreuses. Nos actions iront une fois de plus à l'endroit des Personnes Déplacées Internes (PDI), des réfugiés, de la population hôte. Pour cela,

- nous avons créé une coalition de 4 Associations des régions de l'Est, du Sahel, du Nord et du Centre-Nord dénommée « Initiative pour la solidarité envers les déplacés internes et les communautés hôtes » où l'UNIJED/Afrique est le lead ;
- nous voulons être plus présent là où nous intervenons. À ce titre, notre souhait en cette année 2020 est d'ouvrir des antennes (bureaux) à Kaya et à Ouahigouya ;
- comme le dit un adage africain « On est mieux chez soi ». Consciente de cela, l'UNIJED/Afrique a entamé la construction de son siège à Djibo ;
- nous avons soumissionné à l'appel à projet de OXFAM pour la sélection de deux organisations dans la région du Sahel pour assurer la mise en œuvre d'un projet sur la cohésion sociale ;
- nous avons soumissionné à l'appel à projet du PNUD ;
- nous avons fait une requête de financement en consortium avec le CECI auprès de l'OFDA aux États-Unis.

7 SYSTÈME ET ORGANISATION COMPTABLE MIS EN PLACE

7.1 Système comptable mis en place

Nous vous rappelons que l'Association tient une comptabilité de trésorerie et non d'engagement. Elle est dite de trésorerie car les enregistrements sont faits uniquement après le règlement de la facture. Le volume d'écritures à traiter est ainsi réduit et permet de gagner du temps. Toutefois, l'Association tient l'inventaire des engagements.

Elle procède à un rapprochement bancaire mensuel permettant d'établir la concordance entre les comptes qui vous sont présentés et la situation bancaire effective.

Ainsi, ce présent rapport financier évoquera successivement les points cités en sommaire.

7.2 Principes et méthodes comptables retenus

La comptabilité de façon générale s'appuie sur des conventions couramment appelées « principe comptable » pour l'enregistrement des opérations, le traitement et la présentation des résultats comptables et financiers.

Le rapport financier est établi selon les principes du Système Comptable OHADA (SYSCOHADA), plan comptable des zones UEMOA, dont le Burkina Faso est membre. Ainsi, l'UNIJED s'appuie sur les principes suivants pour la tenue de sa comptabilité :

- le principe de prudence ;
- le principe de l'indépendance des exercices ;
- le principe du coût historique ;
- le principe de permanence des méthodes ;

- Le principe de non-compensation ;
- Le principe d'intangibilité des soldes de trésorerie à la reprise.

Ainsi, le respect sincère des principes et méthodes comptables tels que définis ci-dessus constituent la condition nécessaire à l'obtention d'une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'UNIJED/Afrique.

Ces principes et méthodes doivent être mis en œuvre de manière à présenter une situation aussi objective des projets et programmes et ne comportant pas de déformations intentionnelles, de manipulations ou d'omissions de faits justificatifs.

8 SITUATION FINANCIÈRE AU 31/12/2019

Le montant total des ressources mobilisées par le Secrétariat exécutif de l'UNIJED/ Afrique au titre de l'exercice 2019 à la date du 31 décembre 2019 est de **douze millions neuf cent vingt mille cinq cents (12 920 500) FCFA**

SOURCES	BUDGET 2019	MOBILISÉ
Frais de gestion, contribution aux salaires et aux fonctionnements des projets, cotisation des membres et frais d'adhésion	12 920 500	9 950 500F

Le montant total des dépenses au titre de l'exercice 2019 est de **neuf millions neuf cent cinquante mille cinq cents (9 950 500) FCFA**, soit un taux de **77% par rapport aux prévisions**.

L'exercice est clôturé avec des engagements à hauteur de **deux millions neuf cent soixante-dix mille (2 970 000) FCFA**. Cette dette est constituée des factures non parvenues, des salaires, de l'eau et de l'électricité du mois de décembre 2019, des déclarations de la CNSS et de l'IUTS non encore payées.

9 ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS

L'exercice 2019 a conduit **douze (12)** projets/programmes à son actif avec une enveloppe financière de **deux cent treize millions huit cent quarante-sept mille huit cent sept (213 847 807) FCFA**.

- Le PNUD-A2N est un projet de Prévention et de gestion des conflits liés à la gestion des ressources naturelles mis en œuvre par A2N sur financement du PNUD à travers le fonds pour la consolidation de la paix, réalisé par l'UNIJED dans les communes de Arbinda, de Kelbo et de Djibo ;
- Le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)/mis en œuvre par l'ONG ASMADE et réalisé par l'UNIJED dans la commune de Djibo. L'objectif est de lutter contre le mariage des enfants et les pratiques traditionnelles néfastes, il est financé par la banque mondiale ;
- Le Fonds de Développement Culturel et Touristique (FDCT) est un fonds du Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme dont l'objectif est de soutenir les entreprises culturelles et touristiques à plus de créativité et d'ingéniosité afin de mieux valoriser le potentiel culturel et touristique. Il est financé par ledit Ministère ;
- Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) à travers le Projet d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil, notamment des naissances qui vise à booster l'enregistrement des naissances dans les provinces du Soum et de l'Oudalan ;
- Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), à travers le projet de prévention et de protection des enfants affectés par les situations d'urgence dans les communes de Arbinda, de Déou et de Gorom-Gorom ;
- Le projet de Protection des personnes déplacées internes est financé par le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) ;
- Le projet de Promotion des droits à la Santé Sexuelle et Reproductive est financé par l'ONG Médecins du Monde France (MDM) ;
- Le projet Ambassadeurs de la Paix financé par le BFRP/OTI à travers l'USAID ;
- Le projet Dotation de kits de friandises aux femmes déplacées financé par le BFRP/OTI à travers l'USAID ;
- La caravane de dialogue intercommunautaire au profit des communes de Djibo, de Tongomayel et de Pobé Mengao financé par le BFRP/OTI à travers l'USAID ;
- Le projet opportunité pour les jeunes dont l'objectif est de renforcer la résilience des jeunes à travers l'encadrement, la dotation en matériel pédagogique et en bourse de transport pour la participation aux concours de la fonction publique ;
- Le plan d'action de lutte contre le paludisme dans la commune de Bani financé par PROGETTOMONDO à travers le F projet de prévention et de protection des enfants affectés par les situations d'urgences onds Mondial.

En résumé, la situation budgétaire par partenaire est logée dans le tableau ci-dessous.

Projets/ Programmes	Financement	Budget du programme	Budget 2019	Montant mobilisé	Montant dépensé	Taux d'exécution annuel
Programme Régional Burkina Faso (USAID/OTI)	USAID	50 557 900	50 557 900	50 557 900	50 557 900	100%
PNUD-A2N	PNUD	11 166 750	11 166 750	11 166 750	11 166 750	100%
Fonds de Développement Culturel et Touristique	Ministère de la Culture et de l'Artisanat	3 979 000	3 979 000	3 979 000	3 979 000	100%
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	UNICEF	105 869 502	105 869 502	105 869 502	105 869 502	100%
Conseil Danois pour les Réfugiés	DRC	26 607 960	26 607 960	26 607 960	26 607 960	100%
Médecins du Monde France MDM	MDM	7 264 715	7 264 715	7 264 715	7 264 715	100%
Fonds Mondial	Fonds Mondial	6 330 980	6 330 980	6 330 980	6 323 323	100%
SWEDD/ONG ASMADE	Banque mondiale	2 071 000	2 071 000	2 071 000	2 071 000	100%
TOTAUX	-	213 847 807	213 847 807	213 847 807	213 847 807	100%

Commentaire : Le taux d'exécution est calculé sur les budgets annuels par rapport aux montants dépensés au cours de l'année 2019. Tous les projets mis en œuvre par l'UNIJED/Afrique ont été quasiment exécutés d'où un taux d'exécution annuel estimé à cent pour cent (100%).

CONCLUSION

L'année 2019 a connu une hausse nette de mobilisation des ressources financières par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par le fait que le nombre de partenaires financiers a non seulement connu une amélioration mais aussi que la plupart des projets conduits étaient des projets d'urgence compte tenu de la situation sécuritaire dans la zone d'intervention.

En résumé, l'exercice 2019 a connu une consommation budgétaire de **9 950 500 FCFA** sur un budget estimé à **12 920 500 FCFA**, soit un taux d'exécution de **77%** contre **85%** pour l'exercice 2018.

Nonobstant les difficultés liées à la situation sécuritaire, l'UNIJED/Afrique a mis en œuvre douze (12) projets et mobilisé un montant total de **deux cent treize millions huit cent quarante-sept mille huit cent sept (213 847 807) FCFA** et dépensé au total **deux cent treize millions huit cent quarante-sept mille huit cent sept (213 847 807) FCFA** avec un taux d'exécution annuel de **100%**.

BP 217 DJIBO
Tél. : (00226) 24 56 08 09
Secteur N°4 Djibo en face de l'ancien grand terrain
(À 50 mètres des bureaux du CICR DJIBO)
Email : unijedsoum2002@yahoo.fr
Site Web : www.unijed.com

« Médaille d'honneur des collectivités locales »